



**TRANSPARENCY  
INTERNATIONAL**

the global coalition against corruption

**Baromètre mondial de la corruption  
2005  
de Transparency International**

**Communiqué de presse**

**Sous embargo de publication, de radiodiffusion/ télédiffusion et  
de transmission électronique jusqu'au 9 décembre 2005**

Transparency International Secretariat  
Alt Moabit 96  
10559 Berlin  
Allemagne  
Tel : +49-30-3438 20 19/45  
Fax : +49-30-3470 3912  
press@transparency.org

**A propos de TI :**

Fondée en 1993, Transparency International est la principale organisation de la société civile consacrée à la lutte contre la corruption. Actuellement fort de 90 Sections nationales à travers le monde, TI est basée à Berlin, en Allemagne, où se trouve son Secrétariat international. Pour en savoir plus sur TI, ses sections nationales et ses activités, rendez-vous sur : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)

## Contacts médias :

Berlin : Sarah Tyler / Ines Selwood  
Tel : +49-30-3438 2019/45  
Paris : Julien Coll / Marie Wolkers  
Tel : 06 72 07 28 65  
[press@transparency.org](mailto:press@transparency.org)

<http://www.transparency.org>

Alt Moabit 96,  
10559 Berlin, Allemagne  
Tel : +49-30-3438 2045/19  
Fax : +49-30-3470 3912

**Sous embargo de publication, de radiodiffusion/ télédiffusion et de transmission électronique jusqu'au 9 décembre 2005**

## Le sondage de Transparency International révèle l'ampleur de l'inquiétude des populations face à la corruption

### *L'opinion publique ne reflète pas encore les progrès accomplis*

**Paris, 9 décembre 2005.** Le *Baromètre mondial de la corruption 2005*, qui repose sur un sondage Gallup International réalisé pour le compte de Transparency International pour la Journée mondiale de lutte contre la corruption 2005, révèle à quel point les craintes suscitées par la corruption sont répandues dans le monde.

« Pour la plupart des populations interrogées, la corruption est profondément enracinée dans leur pays » affirme Huguette Labelle, la Présidente de Transparency International. « Quand obtenir des services comme des soins de base pour son enfant nécessite un dessous-de-table, une jeune mère ne peut avoir beaucoup d'espoir en l'avenir. La confiance qu'elle a dans les institutions de son pays en souffre évidemment. Pourtant, la corruption la plus enracinée peut être éradiquée si nous unissons nos efforts pour réformer le système qui la génère ».

### **L'expérience personnelle des pots-de-vin**

Le *Baromètre* montre que ce sont les ménages les plus pauvres qui souffrent le plus de la corruption dans leur vie personnelle et familiale. De plus, les habitants des pays à faible revenu doivent généralement consacrer une part bien plus importante de leurs revenus aux pots-de-vin que ceux des pays à revenu plus élevé.

### **Un état des lieux de la corruption dans le monde**

Près de 55 000 personnes de 69 pays différents ont été interrogées entre mai et octobre 2005 dans le cadre de l'enquête Voice of the People 2005 de Gallup International, pour évaluer leur vision de la corruption.

- Invités à s'exprimer sur l'évolution de la corruption au cours des trois dernières années, les habitants de 48 pays sur 69 ont estimé qu'elle avait progressée.
- Dans six pays (la Colombie, la Georgie, l'Indonésie, Hong Kong, le Kenya et Singapour), les personnes interrogées ont globalement estimé que la corruption avait diminué au cours de cette période.
- Dans 13 pays (la Bolivie, le Costa Rica, l'Equateur, l'Inde, Israël, le Nicaragua, le Nigeria, le Panama, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République Dominicaine et le Venezuela), plus de 50% des répondants pensent que la corruption a beaucoup augmenté.
- Les Africains et les Latino-américains sont les plus négatifs par rapport au passé récent.

En ce qui concerne les perspectives qui s'ouvrent pour les trois prochaines années, le tableau est un peu moins sombre.

- Dans 12 pays, les répondants s'attendent globalement à une réduction de la corruption, les Indonésiens se montrant les plus optimistes (63% d'entre eux pensent que la corruption va beaucoup diminuer).
- D'après l'enquête, les pays les plus optimistes sont l'Indonésie, le Kosovo, le Nigeria et l'Uruguay.
- Dans 34 pays, les répondants sont clairement pessimistes quant à l'évolution future des niveaux de corruption.
- Les pays les plus pessimistes sont le Costa Rica, l'Equateur, l'Inde, le Nicaragua et les Philippines.
- D'un point de vue régional, l'Afrique se distingue par son optimisme relatif.

« Comme une mauvaise maladie, la corruption est souvent prévisible, évitable et curable » affirme David Nussbaum, Directeur Général de Transparency International. « Le *Baromètre mondial de la corruption* nous livre un diagnostic dur à entendre mais nous disposons de traitements efficaces. Des réformes juridiques sont en cours, notamment sous forme de codes et de conventions de lutte contre la corruption. Certaines entreprises adoptent également des programmes de lutte contre la corruption. Le monde se dresse contre les corrompus ».

### **Perspectives régionales**

#### **Europe centrale et orientale et Asie centrale**

- Les habitants du Kosovo, d'Ukraine et de Roumanie sont les plus optimistes, un tiers d'entre eux au moins estimant que la situation va s'améliorer.
- Les habitants de Bosnie-Herzégovine et de Russie se montrent les plus pessimistes ; respectivement 40% et 50% des répondants ont en effet une vision négative de l'avenir.

#### **Amérique latine**

- Dans cinq pays (le Costa Rica, l'Equateur, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela), la moitié des répondants se disent pessimistes par rapport à l'avenir et pensent que la corruption va progresser. Les Nicaraguayens sont les plus pessimistes, 6 sur 10 estimant que la situation va fortement s'aggraver.
- Au Chili, en Colombie et surtout en Uruguay, les répondants sont optimistes vis à vis de l'avenir.

#### **Afrique**

- Sur les huit pays couverts par le *Baromètre*, cinq abordent l'avenir avec optimisme, en particulier le Nigeria et l'Ethiopie, où près de la moitié des répondants estiment que la corruption va diminuer sur les trois prochaines années.

#### **Asie**

- Si les Philippines et les Indiens se montrent très préoccupés par les futurs niveaux de corruption dans leur pays - puisque 60% d'entre eux environ pensent que la situation va fortement s'aggraver - les Indonésiens sont encore plus optimistes que l'an dernier avec 63% d'entre eux anticipant une nette amélioration.

Les pays qui se montrent pessimistes ou optimistes face au passé récent ont tendance à envisager l'avenir sous le même angle.

- Aux Etats-Unis et en Allemagne, respectivement 65% et 66% des personnes interrogées pensent que la corruption s'est aggravée au cours des trois dernières années et respectivement 56% et 57% d'entre elles s'attendent à ce qu'elle continue à s'aggraver.
- Pour 48% des Kenyans, la corruption a diminué au cours des trois dernières années et 43% d'entre eux pensent que cette tendance va se maintenir.
- De même, la perception positive des trois dernières années en Colombie, en Indonésie et en Turquie se reflète dans l'optimisme de ces pays face à l'avenir.

Toutefois, dans certains pays, les perspectives d'avenir semblent s'écarter de la perception du passé récent. En Ethiopie, au Nigeria, au Ghana, au Kosovo, en Macédoine et en Uruguay, par exemple, la population est nettement plus optimiste que ce que son expérience passée pourrait laisser croire.

Toutefois, le pessimisme exprimé dans certains pays pourrait dans certains cas aussi être le reflet d'une amélioration sur le front de la lutte contre la corruption, associée à une sensibilisation renforcée résultant de la prise de mesures bien visibles contre la corruption. Un tel pessimisme peut dans d'autres cas aussi découler d'une impression d'absence de volonté politique de lutter contre la corruption ou d'un manque d'efficacité des mesures prises en ce sens. Le manque d'informations sur les réformes en cours peut saper la confiance accordée aux gouvernements et aux autres acteurs qui tentent de venir à bout des pots-de-vin et de la corruption.

#### **Dans quelle mesure le versement de pots-de-vin est-il répandu ?**

La fréquence de la pratique des pots-de-vin varie considérablement. D'un côté, un pourcentage extrêmement faible de ménages, essentiellement dans les pays à revenu élevé, ont admis avoir versé un pot-de-vin au cours de l'année écoulée, tandis qu'à l'autre extrême, une proportion relativement élevée de ménages d'un groupe de pays d'Europe centrale et orientale, d'Afrique et d'Amérique latine ont admis avoir payé un pot-de-vin pendant cette même période.

**Tableau : La pratique des pots-de-vin dans les différents pays**

Question – Au cours des 12 derniers mois, avez- vous, vous- même ou une personne vivant dans votre foyer, payé un pot- de-vin sous quelque forme que ce soit ? Réponse – Oui	31% - 45%	Cambodge, Cameroun, Mexique, Paraguay
	11% - 30%	Bolivie, Equateur, Ethiopie, Ghana, Grèce, Guatemala, Indonésie, Inde, Kenya, Lituanie, Moldavie, Nigeria, Pakistan, Pérou, République Dominicaine, République Tchèque, Roumanie, Russie, Sénégal, Serbie, Togo, Ukraine
	5% - 10%	Afrique du Sud, Argentine, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Colombie, Croatie, Kosovo, Luxembourg, Macédoine, Malaisie, Nicaragua, Panama, Philippines, Pologne, Thaïlande, Turquie, Venezuela
	Moins de 5%	Allemagne, Autriche, Canada, Corée du Sud, Costa Rica, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Hong Kong, Islande, Irlande, Israël, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suisse, Taïwan, Uruguay

Source : *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International

D'après l'enquête, les pays où la pratique des pots-de-vin est la plus répandue sont situés en Amérique latine (Guatemala, Mexique et Paraguay), en Afrique (Cameroun, Ethiopie, Ghana, Nigeria et Togo), en Europe centrale et orientale (Lituanie, Moldavie et Roumanie) et en Asie (Cambodge), pays où au moins un cinquième des

répondants ont admis que leur famille avait dû payer un pot-de-vin au cours des douze derniers mois.

### Les pauvres paient plus

Le revenu par habitant et le pouvoir d'achat varient considérablement d'un pays à l'autre et, par conséquent, la portée économique des pots-de-vin pour une personne ou une famille diffère en fonction des pays. Le *Baromètre* comprend une estimation du coût des pots-de-vin pour les répondants dans 19 pays. D'après les données collectées, il semble que les ménages africains consacrent une part relativement plus élevée de leur revenu annuel aux pots-de-vin qu'ailleurs.

- Au Cameroun, au Ghana et au Nigeria, les ménages semblent assujettis à des montants de pots-de-vin particulièrement élevés (entre un cinquième et un tiers du revenu par habitant).
- En Inde, au Kenya, en Moldavie, au Togo et en Ukraine, les ménages consacrent entre 10 et 20% de leur revenu par habitant aux pots-de-vin.

**Tableau : Montant des pots-de-vin par rapport au PIB/ habitant**

Montant moyen consacré aux pots-de-vin par ménage en termes de pourcentage du PIB par habitant (2003)	> 20%	Cameroun, Ghana, Nigeria
	10-20%	Inde, Kenya, Moldavie, Togo, Ukraine
	<10%	Bolivie, Guatemala, Lituanie, Mexique, Pakistan, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Roumanie, Russie, Serbie

Source : *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International

D'après ces estimations, le montant moyen des pots-de-vin payé annuellement par les ménages varie considérablement entre ces 19 pays, s'étendant de 36\$ (américains) au Paraguay à 205\$ au Cameroun. De telles différences peuvent même être observées entre pays de la même région et au niveau de revenu comparable. Dans certains pays, des pots-de-vin de montant réduit sont payés fréquemment tandis que, dans d'autres, ils sont moins fréquents mais plus conséquents.

### Pourquoi les ménages paient-ils des pots-de-vin ?

Le versement d'un pot-de-vin est généralement une transaction secrète ou tacite. Un paiement illégal peut être considéré comme nécessaire pour obtenir un service gratuit, accélérer la délivrance d'une autorisation telle qu'un permis ou une licence professionnelle, ou résoudre un problème, même si le pot-de-vin n'est pas explicitement exigé.

- Sur les 20 pays étudiés, en Bolivie, en Ethiopie, en Inde, au Mexique, au Nigeria, au Paraguay, au Pérou et en République Dominicaine, une majorité de répondants ont affirmé avoir payé un pot-de-vin parce que l'argent leur a été directement réclamé.
- Environ la moitié des répondants qui avaient payé un pot-de-vin au Ghana, en Moldavie et au Pakistan ont déclaré la même chose.

**Tableau : Montant consacré aux pots-de-vin**

Pots-de-vin versés par les membres du foyer au cours des 12 derniers mois	Montant nominal en USD courants	Montant en USD de parité de pouvoir d'achat (2003)
Bolivie	66	190
Cameroun	205	560
Ghana	181	1095
Guatemala	147	303
Inde	102	523
Kenya	50	114
Lituanie	195	432
Mexique	111	166
Moldavie	86	280
Nigeria	114	280
Pakistan	45	169
Paraguay	36	158
Pérou	69	164
République Dominicaine	76	274
Roumanie	56	154
Russie	129	393
Serbie	171	Pas de données
Togo	46	216
Ukraine	160	860

Source : *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International et Indicateurs de développement de la Banque Mondiale en ligne, <http://publications.worldbank.org/WDI/>.

- Cependant, une majorité de personnes interrogées en Lituanie, en Roumanie, en Russie, en Serbie et en Ukraine ont déclaré avoir proposé un pot-de-vin pour obtenir un service public auquel ils avaient légalement droit.

« Une invitation tacite à payer n'est pas moins malhonnête qu'une demande ouverte de pot-de-vin, surtout si un refus de payer implique que vous ne recevrez pas le médicament dont vous avez besoin pour survivre » rappelle Huguette Labelle.

### **La corruption sévit dans de nombreux secteurs mais, une nouvelle fois, le système politique est le premier touché**

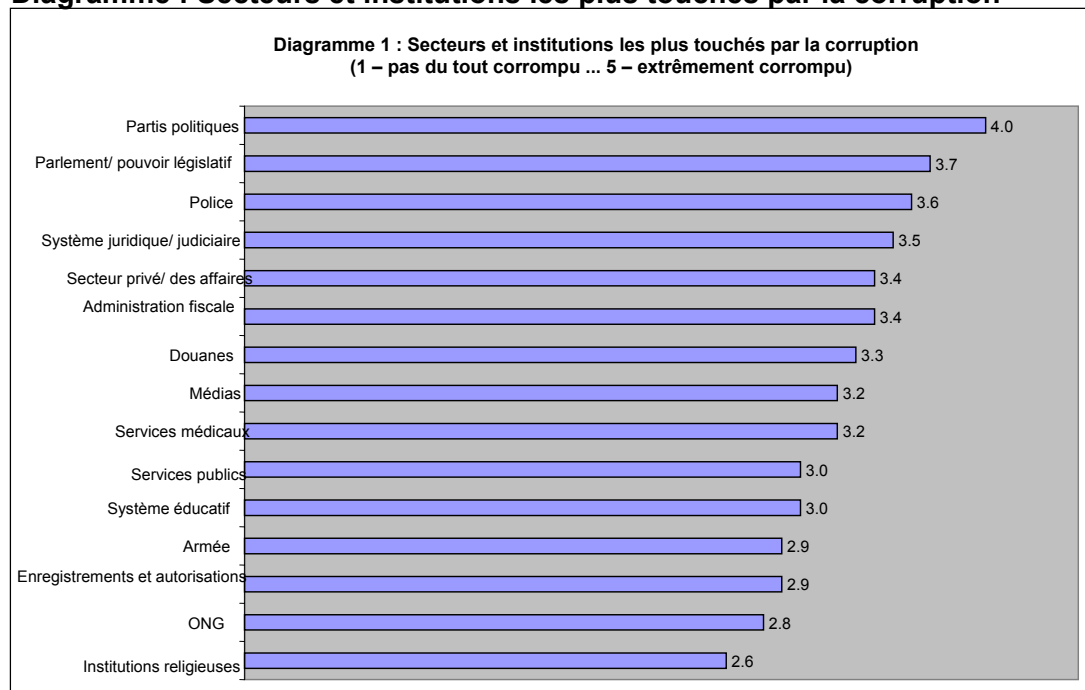
Pour tout un ensemble de secteurs ayant une incidence sur la vie quotidienne, le *Baromètre mondial de la corruption 2005* porte à croire que la corruption continue d'affecter la vie des citoyens du monde entier et nuit à leur capacité à bénéficier pleinement des droits humains fondamentaux et des services de base.

Pour la seconde année consécutive, les partis politiques sont considérés comme l'institution la plus corrompue. Cette année, 45 pays sur 69 ont placé les institutions politiques en tête de classement. Avec un score de 4.0 sur une échelle de 1 à 5, où 5 correspond à « extrêmement corrompu », la corruption politique est un sujet de préoccupation majeur pour les répondants. Le parlement/ pouvoir législatif (3.7) et la police (3.6) arrivent juste derrière.

« Quand la tête est pourrie, le reste suit » souligne David Nussbaum. « Quand un gouvernement est corrompu au sommet, le pouvoir d'engager des réformes

fondamentales est entre les mains des personnes les moins susceptibles de le faire »

### Diagramme : Secteurs et institutions les plus touchés par la corruption



Source : *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International

Globalement, les trois quarts des répondants ont indiqué que la vie politique de leur pays était affectée par la corruption de manière modérée à importante. Cette perception d'une omniprésence de la corruption dans les partis politiques échappe à tout regroupement régional ou par catégorie de revenu.

- Parmi les pays à revenu élevé, les Français, les Italiens, les Grecs, les Japonais, les Israéliens et les Taïwanais ont exprimé de sérieux doutes sur l'intégrité de leurs partis politiques.
- Les personnes sondées dans des pays à revenu intermédiaire supérieur tels que le Mexique, Panama, l'Argentine et le Costa Rica et des pays à revenu intermédiaire inférieur tels que la Bolivie, l'Equateur et le Paraguay ont exprimé des doutes similaires.

Toutefois, tous les pays n'ont pas désigné les partis politiques comme l'institution la plus corrompue.

- Dans de nombreux pays d'Europe centrale et orientale, dont la Bulgarie, le Kosovo, la Moldavie, la Roumanie, la Serbie et l'Ukraine, les douanes arrivent en tête de classement.
- En Afrique (Afrique du Sud, Cameroun, Ghana, Kenya, Nigeria et Sénégal) et en Amérique latine (Guatemala, Mexique, Pérou, République Dominicaine et Venezuela), c'est plutôt la police ou le système juridique/ judiciaire.
- Dans plusieurs pays à haut revenu comme le Danemark, la Norvège et les Pays-Bas, les secteurs jugés les plus corrompus sont le secteur privé et les médias.
- L'Ethiopie et la Turquie placent leur administration fiscale en tête de classement et les répondants de toute une série de pays asiatiques et latino-américains expriment aussi de sérieux doutes sur cette institution.
- Si seul le Kosovo classe le secteur médical comme le plus corrompu, d'autres pays de la région (parmi lesquels la Bulgarie, la Moldavie, la Pologne, la Serbie

et l'Ukraine) attribuent également à ce secteur un score assez élevé. Au Cameroun, en Inde, au Nicaragua, au Pakistan et en Turquie, les répondants ont exprimé des inquiétudes similaires.

**Tableau : Les secteurs les plus corrompus par région**

<b>ASIE (12 pays)</b>	<b>Partis politiques 4.2</b>	<b>Parlement/ pouvoir législatif 3.9</b>	<b>Police 3.9</b>	<b>Administration fiscale 3.5</b>
<b>AFRIQUE (8 pays)</b>	<b>Police 4.4</b>	<b>Partis politiques 4.2</b>	<b>Douanes 4.0</b>	<b>Parlement/ pouvoir législatif 3.8</b>
<b>EUROPE OCC. (16 pays)</b>	<b>Partis politiques 3.7</b>	<b>Parlement/ pouvoir législatif 3.3</b>	<b>Secteur privé/ des affaires 3.3</b>	<b>Médias 3.3</b>
<b>EUROPE C/OR. (14 pays)</b>	<b>Partis politiques 4.0</b>	<b>Police 4.0</b>	<b>Parlement/ pouvoir législatif 3.9</b>	<b>Système juridique/ judiciaire 3.9</b>
<b>ALC (15 pays)</b>	<b>Partis politiques 4.5</b>	<b>Parlement/ pouvoir législatif 4.4</b>	<b>Police 4.3</b>	<b>Système juridique/ judiciaire 4.3</b>

Source : *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International

### **Pourquoi prendre le pouls de l'opinion publique sur la corruption ?**

Les résultats de cette enquête constituent une base d'action pour les gouvernements, les institutions internationales, la société civile et les citoyens. Il est essentiel de savoir comment l'opinion publique perçoit et fait l'expérience de la corruption pour élaborer des mesures de lutte contre ce fléau. En identifiant les secteurs de la société les plus touchés par la corruption, le *Baromètre mondial de la corruption 2005* de Transparency International peut devenir un moteur de réforme. Les perceptions des citoyens ordinaires sur l'évolution de la corruption dans le temps peuvent également donner une idée du succès à long terme des politiques et programmes de lutte contre la corruption des pouvoirs publics.

Des progrès considérables ont été réalisés sur le plan des initiatives internationales conjointes telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 décembre 2003, date de la journée de lutte contre la corruption, signée par 134 pays et ratifiée à ce jour par 36 pays. Elle entrera en vigueur le 14 décembre 2005.

Grâce à ses nombreuses initiatives contre la corruption, Transparency International a inscrit la corruption sur la liste des préoccupations mondiales et a renforcé la sensibilisation à ce problème à l'échelle internationale. A la différence de son Indice de Perceptions de la Corruption (IPC), qui fait la synthèse d'une série d'enquêtes évaluant les perceptions du milieu des affaires et d'autres analystes face à la corruption, le *Baromètre mondial de la corruption* prend le pouls de l'homme de rue, dont la vie et la vision du monde sont affectées par la corruption. L'enquête de cette année intègre des pays précédemment non couverts comme le Cambodge, l'Ethiopie, le Paraguay, la Serbie, la Thaïlande et le Togo.

###

*Transparency International est la principale organisation de la société civile consacrée à la lutte contre la corruption dans le monde.*

**Vous pouvez consulter le rapport complet du Baromètre Mondial de la Corruption en visitant : [www.transparency.org](http://www.transparency.org)**